

FINANCEMENT DE L'ASSURANCE VIEILLESSE

COTISATION VIEILLESSE

Chaque salarié assujéti au régime général de la Sécurité sociale cotise au titre de l'assurance vieillesse.

La cotisation vieillesse plafonnée est fixée à **17,87** % :

- **8,55** % à la charge de l'employeur ;
- **6,90** % à la charge du salarié.

La cotisation vieillesse déplafonnée est fixée à :

- **2,02** % à la charge de l'employeur ;
- **0,40** % à la charge du salarié.

Décret n° 2014-1531 du 17 décembre 2014

GÉNÉRALITÉS

À compter du 1^{er} novembre 2012

	Sur la rémunération plafonnée (plafond Sécurité sociale)		Sur la totalité des rémunérations	
	Employeur	Salarié	Employeur	Salarié
Jusqu'au 31/10/2012	8,30 %	6,65 %	1,6 %	0,1 %
Du 01/11/2012 au 31/12/2013	8,40 %	6,75 %	1,6 %	0,1 %
Du 01/01/2014 au 31/12/2014	8,45 %	6,80 %	1,75 %	0,25 %
Du 01/01/2015 au 31/12/2015	8,50 %	6,85 %	1,80 %	0,30 %
Du 01/01/2016 au 31/12/2016	8,55 %	6,90 %	1,85 %	0,35 %
À compter du 01/01/2017	8,55 %	6,90 %	1,90 %	0,40 %
À compter du 01/01/2024	8,55 %	6,90 %	2,02 %	0,40 %

Article D. 242-4 du Code de la Sécurité sociale

APPLICATION DU PLAFOND SÉCURITÉ SOCIALE POUR LES SALARIÉS À TEMPS PARTIEL

Abattement d'assiette pour les salariés à temps partiel

En application de l'article L. 242-8 du Code de la Sécurité sociale, pour le calcul des cotisations plafonnées des salariés employés à temps partiel au sens de l'article L. 212-4-2 du Code du travail, il est opéré un abattement d'assiette compensant la différence entre le montant des cotisations dues et le montant des cotisations qui serait dû pour une durée du travail à temps complet.

Pour le calcul de cet abattement, l'article R. 242-9 du Code de la Sécurité sociale dispose qu'il doit être tenu compte de la «*rémunération que le salarié aurait perçue s'il avait été employé à temps complet*».

Reconstitution du salaire à temps complet

Le décret du 26 août 2004 complète l'article R. 242-7 du Code de la Sécurité sociale qui précise désormais la durée du travail et les éléments de rémunération à prendre en compte pour reconstituer la rémunération à temps complet.

Éléments de rémunération

Doivent être pris en compte tous les éléments de rémunération entrant, en application de l'article L. 242-1 du Code de la Sécurité sociale, dans l'assiette des cotisations de Sécurité sociale.

Durée du travail

Aux termes de l'article R. 242-7 alinéa 2 du Code de la Sécurité sociale, la durée de travail prise en compte correspond à la durée légale du travail ou, si elle est inférieure, à la durée conventionnelle fixée pour la branche ou l'entreprise ou à la durée applicable dans l'établissement, exprimée en jours ou en heures.

La formule de calcul de la rémunération à temps complet d'un salarié à temps partiel s'établit donc comme suit :

$$\frac{\text{Rémunération T. Partiel} \times \text{durée légale (1)}}{\text{Nombre d'heures rémunérées pour la même période}}$$

⁽¹⁾ Ou si elle est inférieure, durée conventionnelle ou durée applicable dans l'établissement

Lettre circulaire ACOSS n° 2004-136 du 8 octobre 2004

La cour de cassation confirme que l'application de l'abattement de plafond est subordonnée à la production d'un état faisant apparaître le nombre d'heures accomplies, cet abattement n'est pas applicable aux salariés bénéficiant d'une convention de forfait en jours.

Cass 2^e Civ 1^{er} décembre 2011 - Sté Biomnis/ URSSAF du Rhône

Cass 2^e Civ QPC 11 juillet 2013

Règle applicable à compter du 1^{er} avril 2021

Le plafond applicable aux salariés soumis à un régime de forfait annuel en jours dont la durée est inférieure à **218 jours** sur l'année, peut également être réduit, dans les mêmes conditions.

BOSS, Assiette générale, § 830, 1^{er} avril 2021

La formule applicable est alors la suivante : **valeur mensuelle du plafond x (durée du forfait en jours/218 jours)**.

Le recours à cette possibilité implique de recueillir, par tout moyen, le consentement du salarié concerné.

Source BOSS (bulletin officiel de la sécurité sociale)

Exemple

Pour un salarié dont le forfait annuel est fixé à 215 jours, le plafond est ajusté en application de la formule suivante :

Plafond mensuel x (215 / 218).

Le plafond des salariés en forfait jours « réduits (inférieur à 218 jours) peut être proratisé comme pour les salariés à temps partiels.

Cette mesure est applicable pour les périodes d'emploi courant à compter du 1^{er} janvier 2021.

Source boss.gouv

Le salarié à temps partiel et l'employeur ont la possibilité de renoncer à cet ajustement du plafond pour cotiser, sans réduction de plafond, comme si le salarié travaillait à temps plein.

ASSURANCES VOLONTAIRE VIEILLESSE

ASSURANCE VOLONTAIRE VIEILLESSE

BÉNÉFICIAIRES

La faculté de s'assurer volontairement pour les risques invalidité et vieillesse est accordée aux personnes qui, ayant été affiliées obligatoirement (soit à titre personnel, soit à titre d'ayant droit), pendant une durée de **6** mois au régime général de Sécurité sociale, au régime des assurances sociales agricoles ou à un régime spécial, cessent de remplir les conditions de l'assurance obligatoire. La demande d'adhésion doit être formulée dans un délai de **6** mois.

*Article R. 742-1 du Code de la Sécurité sociale
Décret n° 92-461 du 19 mai 1992*

La même faculté est accordée, pour les mêmes risques, aux personnes qui, sans recevoir de rémunération, remplissent effectivement les fonctions et obligations de la tierce personne auprès de leur conjoint ou d'un membre de leur famille infirme ou invalide médicalement reconnu être dans l'obligation d'avoir recours, pour accomplir les actes ordinaires de la vie, à l'assistance constante d'une tierce personne.

La personne qui remplit les fonctions de tierce personne doit faire sa demande dans les **10** ans à partir :

- soit du début de son activité au service du membre de sa famille invalide ;
- soit de la fin de son affiliation à l'assurance vieillesse des parents au foyer.

Bénéficiaires risque invalidité

Peuvent adhérer à l'assurance volontaire pour le risque invalidité les personnes relevant de l'assurance vieillesse du régime général de Sécurité sociale.

Article R. 742-9 du Code de la Sécurité sociale

Bénéficiaires risque vieillesse

Pour les risques vieillesse veuvage, peuvent adhérer à l'assurance volontaire :

- le parent chargé de famille qui ne relève pas, à titre personnel, d'un régime obligatoire d'assurance vieillesse et qui se consacre à l'éducation d'au moins un enfant à charge âgé de moins de **20** ans à la date de demande d'adhésion ;
- la personne chargée de famille qui exerce une activité professionnelle, salariée ou non salariée, cesse d'être affiliée à l'assurance volontaire. Toutefois, l'assuré volontaire qui cesse de remplir la condition de situation de famille (se consacrer à l'éducation d'un enfant âgé de moins de **20** ans) peut rester affilié à l'assurance volontaire ;
- la personne ayant bénéficié de l'indemnité de soins aux tuberculeux pour la période au cours de laquelle elle cesse toute activité professionnelle.

Anciens assurés obligatoires

Les anciens assurés obligatoires qui désirent bénéficier de l'assurance sociale volontaire doivent adresser leur demande à la caisse primaire d'assurance-maladie dans la circonscription de laquelle est située leur résidence.

Article R. 742-2 du Code de la Sécurité sociale

Ces personnes doivent, à l'appui de leur demande, justifier qu'elles relevaient depuis au moins **6** mois de l'assurance sociale obligatoire soit à titre personnel, soit à titre d'ayant droit, par la production de la carte d'immatriculation d'assuré social et des derniers bulletins de paie comportant l'indication du précompte ou, à défaut de bulletin de paie, de toute autre pièce en tenant lieu.

Article R. 742-3 du Code de la Sécurité sociale

Les personnes chargées de famille doivent remplir les mêmes formalités.

En cas de résidence à l'étranger, l'affiliation s'effectue via la CFE (Caisse des français de l'étranger).

Tierce personne

La demande est adressée à la caisse primaire d'assurance-maladie dont relève le demandeur.

Elle comporte obligatoirement une déclaration signée du demandeur et attestant, sur l'honneur, que celui-ci assume effectivement auprès de son conjoint ou d'un membre de sa famille infirme ou invalide, sans recevoir de rémunération, les fonctions et obligations de tierce personne.

Article R. 742-11 du Code de la Sécurité sociale

Le demandeur doit en outre fournir les justifications suivantes :

- une pièce justifiant de sa qualité de conjoint, d'ascendant, de descendant, de collatéral jusqu'au **3^e** degré ou d'allié au même degré de l'infirm ou de l'invalidé à l'assistance duquel il consacre son activité ;
- une fiche d'état civil ;
- une attestation de domicile ;
- tout document de nature à établir que l'infirm ou l'invalidé est dans l'obligation d'avoir recours pour accomplir les actes ordinaires de la vie à l'assistance constante d'une tierce personne, notamment :
 - soit une pièce délivrée par le service ou l'organisme compétent attestant que l'intéressé est bénéficiaire d'une allocation ou majoration pour tierce personne servie au titre d'un régime social législatif ou réglementaire,
 - soit une décision de la commission de l'éducation spéciale ou de la commission technique d'orientation et de reclassement professionnel.

Article R. 742-12 du Code de la Sécurité sociale

La caisse primaire d'assurance-maladie apprécie, sur avis du service du contrôle médical, si l'infirm ou l'invalidé est dans l'obligation d'avoir recours pour accomplir les actes ordinaires de la vie à l'assistance constante d'une tierce personne.

Article R. 742-13 du Code de la Sécurité sociale

TAUX DE PENSION

PRINCIPE GÉNÉRAL

À PARTIR DU 1^{ER} SEPTEMBRE 2023

L'âge légal de la retraite est fixé à 64 ans pour les assurés nés à compter de 1968.

Pour les retraites attribuées à partir du 01/09/2023, l'âge légal passe progressivement de 62 à 64 ans selon l'année de naissance de l'assuré :

Assuré né	Âge de départ à la retraite
Avant le 01/09/1961	62 ans
Du 1 ^{er} septembre au 31 décembre 1961	62 ans et 3 mois
en 1962	62 ans et 6 mois
en 1963	62 ans et 9 mois
en 1964	63 ans
en 1965	63 ans et 3 mois
en 1966	63 ans et 6 mois
en 1967	63 ans et 9 mois
À partir de 1968	64 ans

Les périodes d'activité professionnelle avant le 01/04/1983 en France ou à l'étranger qui peuvent ou auraient pu être rachetées au titre de l'assurance vieillesse.

Le taux de pension attribué au moment de la liquidation des droits est définitif :

- taux minimum : **37,5 %** pour les assurés nés à compter du 1^{er} janvier 1953 (le taux minimum passera à 42,5 % pour la génération née à partir de 1968) ;
- taux maximum : **50 %** (taux plein).

DURÉE D'ASSURANCE CARRIÈRE

Pour son calcul, il est tenu compte de la durée d'assurance, tous régimes de retraite de base obligatoires confondus (avec un maximum de 4 trimestres par année). Cette durée d'assurance comprend :

1 - PÉRIODES D'ASSURANCE AU RÉGIME GÉNÉRAL ET AUTRES RÉGIMES DE BASE

Il s'agit :

- des périodes cotisées ou rachetées ;
- des périodes dites assimilées (maladie, chômage, etc.) ;
- des périodes validées sur présomption ;
- des majorations de durée d'assurance (mère de famille, congé parental, parents d'enfant handicapé) ;
- des périodes validées par les autres régimes de base obligatoires (salariés et non-salariés) ;
- des périodes de cotisations à l'assurance volontaire vieillesse ;
- des périodes des régimes de retraite des fonctionnaires de l'Assemblée nationale, de l'union française et du conseil de la République ;
- des périodes accomplies sur le territoire d'un État ayant signé une convention de Sécurité sociale avec la France (attention, pas de cumul entre plusieurs conventions de Sécurité sociale) ;
- des périodes d'affiliation au régime d'allocations viagères des gérants de débits de tabac (RAVGDT).

Cass 2^e civ du 17 janvier 2007 n° 05-13395

Les périodes d'affiliation à un régime obligatoire de pension d'une institution européenne ou d'une organisation internationale à laquelle la France est partie sont prises en compte pour autant que l'assuré n'ait pas été simultanément affilié à un autre régime légalement obligatoire de retraite, français ou étranger, ou à l'assurance volontaire, dans des conditions emportant validation de périodes d'assurance. « *Les périodes ainsi retenues sont décomptées, de date à date, pour autant de trimestres qu'elles comportent de fois 90 jours. La totalisation de ces périodes avec les périodes d'assurance validées auprès de l'un des régimes mentionnés au premier alinéa ne peut avoir pour effet de porter à plus de quatre le nombre de trimestres susceptibles d'être validés par année civile.* »

*Article R. 161-16-1 du Code de la Sécurité sociale
Décret n° 2009-1595 du 18 décembre 2009*

Périodes dans le cadre des organisations internationales

Aux termes de l'article L. 161-19-1 du Code de la Sécurité sociale, sont prises en compte pour la détermination de la durée visée au 2^e alinéa de l'article L. 351-1 du Code de la Sécurité sociale les périodes durant lesquelles l'assuré a été affilié à un régime obligatoire de pension d'une institution européenne ou d'une organisation internationale à laquelle la France est partie.

La circulaire CNAV n° 2012-45 du 15 mai 2012 détaille la liste de ces organisations. Elle est disponible sur Internet sous la référence suivante :

http://www.legislation.cnav.fr/Pages/texte.aspx?Nom=circulaire_cnav_2012_45_15052012

La circulaire n° 2012-62 du 11 septembre 2012 est disponible sur Internet sous la référence suivante :

http://www.legislation.cnav.fr/Pages/texte.aspx?Nom=circulaire_cnav_2012_62_11092012

PENSION DE SUBSTITUTION

GÉNÉRALITÉS

La pension d'invalidité prend fin à l'âge d'ouverture du droit à la retraite de **62** ans sauf si l'invalidé exerce une activité, il peut poursuivre celle-ci. Elle est remplacée par la pension vieillesse liquidée au titre de l'inaptitude au travail.

ASSURÉS EXERÇANT UNE ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE

Si l'assuré titulaire d'une pension d'invalidité exerce une activité professionnelle, il a la possibilité de renoncer à la liquidation de sa pension vieillesse à condition de justifier qu'il exerce cette activité professionnelle en produisant une attestation de son employeur, s'il est salarié, ou une attestation d'affiliation de sa caisse de retraite s'il est non salarié.

Il lui appartient ensuite de demander sa pension vieillesse à la date de son choix.

La pension de substitution prend effet le premier jour du mois qui suit le **62^e** anniversaire de l'assuré ou le jour même du **62^e** anniversaire pour les assurés nés le premier jour du mois.

Les pensions de vieillesse substituées à une pension d'invalidité et les pensions de vieillesse attribuées ou révisées au titre de l'inaptitude au travail sont cumulables avec des revenus d'activité.

Article L. 352-1 abrogé par la loi n° 2008-1330 du 17 décembre 2008 – article 88

La loi n° 2009-1646 du 24 décembre 2009 de financement de la Sécurité sociale pour 2010 modifie à compter du 1^{er} mars 2010 les règles d'attribution de la pension de substitution.

La substitution d'une pension de vieillesse à une pension d'invalidité n'est plus automatique à l'âge d'ouverture du droit (**62** ans). La retraite doit être demandée expressément. Si aucune demande n'est formulée, la pension d'invalidité continue d'être versée jusqu'à la date à laquelle l'assuré fait liquider sa retraite et au plus tard à **65** ans (passage progressif à **67** ans).

La pension de vieillesse qui lui est accordée ne peut être d'un montant inférieur à celle dont il aurait bénéficié s'il avait liquidé ses droits à l'âge minimum d'ouverture du droit (**62** ans).

Dans le cadre de la loi n°2023-270 du 14 avril 2023, l'âge pour la pension de substitution resterait fixée à 62 ans.

Invalidité et retraite anticipée pour carrière longue ou pour les assurés handicapés

Lorsque l'assuré liquide pour retraite anticipée carrière longue ou pour les assurés handicapés, la pension d'invalidité est suspendue. Les avantages accessoires (majoration tierce personne, allocation supplémentaire d'invalidité ou exonération du ticket modérateur) restent maintenus.

MONTANT DE LA PENSION

La pension est calculée au taux plein de **50 %**.

Depuis le 1^{er} avril 1983, le montant de la pension vieillesse normalement calculé est comparé avec :

- le minimum contributif entier :

au **1^{er} janvier 2025 : 8 972,30 €** par an pour une carrière complète

Le minimum contributif majoré, au titre des périodes cotisées, est de **10 723,88 €** par an.

Décret n° 2023.754 du 10 août 2023

La loi 2023-270 du 14 avril 2023 prévoit la revalorisation des barèmes pour l'attribution du minimum contributif de base et du Minimum contributif majoré au 1^{er} janvier de chaque année **en fonction** d'un **taux au moins égal** à l'**évolution** du **Smic**, depuis le 1^{er} janvier précédent, pour les retraites prenant effet à compter du 1^{er} septembre 2023.

Majoration exceptionnelle pour les petites pensions liquidées avant le 1^{er} septembre 2023

Pour les pensions ayant pris effet avant le 1^{er} septembre 2023 par une « majoration exceptionnelle ». Les paramètres seront les suivants :

- le montant de la **majoration** est fixé à **1 200 € par an**, soit 100 € par mois ;
- la durée totale des périodes ayant donné lieu à cotisations, conditionnant l'éligibilité à la majoration, à **120 trimestres** ;
- la somme de la pension du régime de base concerné et de la majoration est **plafonnée à 10 723,88 € par an** (876,13 € par mois), proratisé en fonction de la durée d'assurance validée.

Les pensions seront revalorisées **à compter du 1^{er} septembre** et au plus tard au printemps 2024 avec effet rétroactif au 1^{er} septembre 2023

Décret n° 2023-754 du 10 août 2023

- et le montant de l'AVTS :

au **1^{er} janvier 2025 : 4 023,51 €** par an, soit 335,29 € par mois.

C'est le montant de pension le plus avantageux qui est retenu.

Cette pension vieillesse substituée à la pension d'invalidité ne peut donc pas être inférieure au montant de l'Allocation aux Vieux Travailleurs Salariés (AVTS).

La loi du 9 juillet 1984 a rétabli, à compter du 1^{er} avril 1983, le droit à un montant des pensions vieillesse de substitution au moins égal à celui de la pension d'invalidité précédemment servie, au profit des titulaires d'une pension d'invalidité liquidée avant le 31 mai 1983. Des instructions ont été adressées en conséquence aux caisses régionales d'assurance-maladie.

CALCUL DE LA RETRAITE

Dans les régimes de retraite complémentaire, il existe deux systèmes de calcul de la retraite : le système par points et le système par annuités.

SYSTÈME PAR POINTS

CAS GÉNÉRAL

Le nombre de points acquis chaque année par le participant est égal au rapport entre le montant des cotisations annuelles versées au régime et le salaire de référence (ou cotisation de référence) de l'année correspondante.

FORMULE DE CALCUL DE LA RETRAITE AGIRC-ARRCO

1. Montant de cotisations = Tranches de salaires concernées x Taux contractuel ^(*)
2. Nombre de points = $\frac{\text{Montant de cotisation contractuelle}}{\text{Salaire de référence (Prix d'achat du point)}}$
Salaire de référence en 2024 : 19,6321 €
3. Comparaison Age/Durée d'assurance carrière *application éventuellement d'un coefficient de minoration*
4. Montant de la retraite = Nombre de points x Valeur du point x 1 ou coefficient de minoration
Valeur du point au 1^{er} novembre 2024 = 1,4386 €.

Les points ainsi calculés ne sont acquis que s'il y a eu versement effectif des cotisations dues au titre de la période correspondante. Toutefois, les participants justifiant qu'un précompte a été effectué sur leur salaire bénéficient, pour la période ayant donné lieu au précompte, des droits correspondant à l'ensemble des cotisations patronales et salariales qui auraient dû être versées à leur nom pour cette période.

^(*) Taux contractuel et non taux d'appel, ce dernier n'étant pas générateur de points.

PÉRIODES ANTÉRIEURES AU 1^{ER} JANVIER 1999

Tous les droits ou points inscrits aux comptes des participants des différents régimes membres de l'ARRCO, avant le 31 décembre 1998, qu'ils soient liquidés ou non, sont à effet du 1^{er} janvier 1999 transformés en francs et convertis en points du régime ARRCO.

S'agissant des droits encore non liquidés au 1^{er} janvier 1999, les institutions convertissent les montants des droits bruts inscrits aux comptes des participants.

Les majorations prévues par les règlements de certains régimes, qui sont susceptibles d'être appliquées aux droits attribués au titre des services antérieurs au 1^{er} janvier 1999, sont calculées lors de la liquidation de l'allocation.

Article 16 - Avenant n° 48 du 18 juin 1998

Le Conseil d'administration de l'ARRCO a fixé la valeur du point ARRCO au 1^{er} avril 1999 à 1 €.

La valeur du point à utiliser pour convertir les droits des allocataires en points ARRCO, correspond à la contrepartie en francs de l'euro, soit : **6,5596 F**.

Formule de conversion pour les personnes à la retraite avant le 1^{er} janvier 1999

$$\text{Nombre de points ARRCO au 01/01/99} = \frac{Na \times Nb}{Nc}$$

Na : Nombre de points validés par l'institution au moment de la liquidation

Nb : Valeur du point (en F) au 31/12/98 « ancien régime »

Nc : Valeur du point du régime ARRCO au 01/01/99 (6,5596)

Les droits d'un montant inférieur à 1 point (anciens régimes) ne doivent pas être arrondis à zéro mais faire l'objet d'une conversion en centièmes de points ARRCO. Les périodes de carrière, à compter du 1^{er} janvier 1999, donnent lieu à inscription de points ARRCO arrondis au **1/100^e** le plus proche. Il est cependant possible qu'aucun droit ne puisse être inscrit au titre d'un exercice (le montant de cotisation nécessaire à l'inscription d'un centième de point ARRCO en 2000 est de **0,75 F**).

Tous les droits d'un montant inférieur, résultant d'une cotisation extrêmement minime peuvent, par ailleurs, être portés systématiquement à 1 centième de point.

Lettre-circulaire ARRCO n° 2000-36 du 10 août 2000

RÉGIME UNIQUE ARRCO (1999)

Depuis le 1^{er} janvier 1999, l'allocation est calculée en multipliant le nombre de points inscrits au compte de l'intéressé, à la date de liquidation de ses droits, par la valeur du point du régime unique.

Elle est liquidée par une seule institution selon des modalités définies par la commission paritaire nationale.

Depuis le 1^{er} janvier 1999, le nombre de points inscrits chaque année au compte des intéressés est obtenu en divisant les cotisations contractuelles afférentes à chaque exercice par le salaire de référence du régime institué par l'accord du 25 avril 1996, afférent au même exercice.

RÉGIME UNIQUE AGIRC-ARRCO (2019)

Acquisition de droits (Article 50 de l'ANI du 17 novembre 2017)

Les périodes d'activités accomplies dans des entreprises ou organismes relevant du champ d'application du présent Accord donnent lieu à acquisition de points de retraite complémentaire selon les modalités décrites aux articles suivants.

Compte de points (Article 51 de l'ANI du 17 novembre 2017)

Chaque participant au régime dispose d'un compte de points de retraite complémentaire.

Points inscrits au titre d'une période d'activité dans une entreprise

Ce compte est alimenté en contrepartie du versement des cotisations, sauf dispositions contraires prévues aux articles suivants. Il comprend l'ensemble des points acquis par les participants tout au long de leur carrière dans une ou plusieurs entreprises relevant du présent régime, y compris pour les périodes antérieures au 1^{er} janvier 2019. Le nombre de points à inscrire chaque année au compte du participant salarié correspond au montant des cotisations résultant de l'application du taux de calcul des points afférentes à l'exercice en cours divisé par la valeur d'achat du point de l'année considérée.

Points attribués sans contrepartie de cotisations d'un employeur

Ce compte comporte des points attribués au titre de certaines périodes particulières sans contrepartie de cotisations dans des conditions fixées par la réglementation.

PAIEMENT DES ALLOCATIONS

MODALITÉS DE RÈGLEMENT

Les allocations de retraite complémentaire sont mensuelles, à terme à échoir, donc payables d'avance. Chaque régime concerné doit liquider et effectuer le paiement des droits acquis par le salarié en fonction des différents services qu'il a accomplis dans des entreprises adhérentes, ainsi que les droits correspondant aux autres périodes de sa carrière, validés au titre des services passés non cotisés.

ALLOCATION D'UN MONTANT MINIME

La retraite Agirc-Arrco est versée en une seule fois sous forme de capital quand elle est calculée sur un nombre de points inférieur ou égal à **100**.

Capital unique

Un capital unique est versé chaque fois que le montant de la retraite est inférieur ou égal aux seuils de référence indiqués ci-dessus, qu'il s'agisse d'une retraite liquidée avec ou sans minoration.

Le capital unique correspond à un paiement « d'avance » de la valeur viagère des allocations. Il est obtenu en multipliant le montant de la retraite annuelle qui aurait été versée par un coefficient, fonction de l'âge révolu du bénéficiaire au point de départ de sa retraite.

$$\text{Capital unique} = \text{Montant brut annuel} \times \text{Coefficient}$$

Coefficient de versement unique 2025

Coefficient du capital unique			Coefficient du capital unique		
Âge 0 à 49 ans	Droits directs	Réversion	Âge à partir de 50 ans	Droits directs	Réversion
0		91,1	50 *	41,7	39,1
1		90,1	51 *	40,7	38,0
2		89,1	52 *	39,7	36,9
3		88,1	53 *	38,6	35,9
4		87,1	54 *	37,5	34,6
5		86,1	55	36,6	33,7
6		85,1	56	35,6	32,7
7		84,1	57	34,6	31,7
8		83,1	58	33,5	30,6
9		82,1	59	32,5	29,6
10		81,1	60	31,4	28,6
11		80,0	61	30,4	27,6
12		79,0	62	29,4	26,6
13		78,0	63	28,3	25,6
14		77,0	64	27,3	24,6
15		75,9	65	26,3	23,6
16		74,9	66	25,3	22,7
17		73,9	67	24,3	21,7
18		72,9	68	23,3	20,8
19		71,9	69	22,3	19,9
20		70,8	70	21,4	19,0
21		69,8	71	20,5	18,1
22		68,8	72	19,6	17,3
23		67,8	73	18,7	16,5
24		66,7	74	17,8	15,7
25		65,7	75	17,0	14,9
26		64,7	76	16,1	14,1
27		63,6	77	15,3	13,4
28		62,6	78	14,4	12,6
29		61,5	79	13,6	11,9
30		60,5	80	12,8	11,2
31		59,5	81	12,0	10,5
32		58,4	82	11,3	9,8
33		57,3	83	10,5	9,1
34		56,3	84	9,8	8,5
35		55,2	85	9,0	7,8
36		54,2	86	8,4	7,2
37		53,1	87	7,7	6,7
38		52,0	88	7,1	6,1
39		51,0	89	6,5	5,6
40		49,9	90	5,9	5,2
41		48,8	91	5,4	4,7
42		47,7	92	4,9	4,3
43		46,6	93	4,5	4,0
44		45,6	94	4,1	3,7
45		44,5	95	3,7	3,4
46		43,4	96	3,4	3,2
47		42,3	97	3,1	3,0
48		41,2	98	2,9	2,8
49		40,1	99	2,7	2,6

* Coefficients de VU pour les liquidations de droits directs entre 50 et 54 ans spécifiques à la Nouvelle Calédonie

MAJORATION DE POINTS

MAJORATION POUR ENFANT NÉ OU ÉLEVÉ

MONTANT DE LA MAJORATION

Le participant a droit à une majoration de son compte de points s'il a eu ou élevé au moins trois enfants.

Le total des points est majoré de :

- **8 %** pour **3** enfants ;
- **12 %** pour **4** enfants ;
- **16 %** pour **5** enfants ;
- **20 %** pour **6** enfants ;
- **24 %** pour **7** enfants ou plus.

☞ Lorsque les conjoints bénéficient d'une retraite de cadre, chacun a droit à sa propre majoration pour enfants.

Pour les points acquis à compter du 1^{er} janvier 2012, le taux passe à **10 %** pour **3** enfants et plus.

ENFANTS OUVRANT DROIT À LA MAJORATION

Sont considérés comme ouvrant droit à la majoration :

- l'enfant légitime ;
- l'enfant adopté ;
- l'enfant reconnu ;
- l'enfant recueilli par une personne ayant la qualité de tuteur ;
- l'enfant recueilli par une personne n'ayant pas la qualité de tuteur, mais qui a pris en charge son éducation pendant **9** ans avant l'âge de **16** ans ;
- l'enfant élevé pendant **9** ans avant l'âge de **16** ans à la date de liquidation de la retraite.

Circulaire AGIRC/ARRCO n° 2004/26 DRE du 26 octobre 2004

DISPOSITIONS APPLICABLES POUR TOUTE LIQUIDATION À COMPTER DU 1^{ER} JANVIER 2012

Les participants au régime AGIRC qui ont eu ou justifient avoir élevé au moins trois enfants de moins de **16** ans pendant **9** ans, bénéficient d'une majoration de leur allocation égale à **10 %**. Cette disposition s'applique aux allocations liquidées au titre de la seule partie de carrière postérieure au 31 décembre 2011. Les droits inscrits aux comptes des participants pour les périodes antérieures au 1^{er} janvier 2012 feront l'objet, lors de la liquidation, de l'application des majorations pour enfants telles que prévues par l'article **6** bis de l'annexe I à la Convention collective nationale de retraite et de prévoyance des cadres du 14 mars 1947 dans sa rédaction en vigueur à la veille du présent accord, sous réserve que les conditions d'attribution de ces majorations aient été remplies le 31 décembre 2011.

A compter du 1^{er} janvier 2020, du fait de la fusion AGIRC-ARRCO, le plafond est fixé à **2 367,48 €** par an.

Article 7 de l'accord du 18 mars 2011

Majorations AGIRC pour enfant à charge

Les participants au régime AGIRC bénéficieront pour chaque enfant à charge (au sens défini par la Commission paritaire) à la date de la liquidation de l'allocation et aussi longtemps que l'enfant reste à charge, d'une majoration de leur allocation sur l'ensemble de leur carrière, égale à **5 %** de leur allocation. Les participants au régime AGIRC ne pourront bénéficier concomitamment des majorations prévues au §1 de l'article **7** du présent accord et de celle prévue au présent article. Les dispositions du présent article s'appliquent pour toute liquidation d'allocations prenant effet à compter du 1^{er} janvier 2012.

Ces dispositions s'appliquent aux allocations prenant effet à compter du 1^{er} janvier 2012.

Les nouvelles conditions d'attribution des majorations familiales ont fait l'objet d'un examen par les commissions paritaires de l'AGIRC et de l'ARRCO. Elles sont exposées en annexes.

Ces nouvelles dispositions et leur application combinée avec les anciens dispositifs de majorations AGIRC et ARRCO sont récapitulées dans le tableau ci-dessous.

	Carrière antérieure à 1999	Carrière comprise entre 1999 et 2011	Carrière postérieure à 2011
ARRCO	Majoration de 5 % par enfant à charge sur les droits de toute la carrière		
	Majoration pour enfants nés ou élevés		
	Selon anciens règlements de certains régimes		10 % et 3 enfants
AGIRC	Majoration de 5 % par enfant à charge sur les droits de toute la carrière		
	Majoration pour enfants nés ou élevés		
	8 % pour 3 enfants, 12 % pour 4 , 16 % pour 5 , 20 % pour 6 et 24 % pour 7 et plus		10 % si 3 enfants

Le montant de la majoration pour enfant Agirc-Arrco ne peut dépasser **2 367,48 €** par an.

CALCUL & ÂGE DE LA RETRAITE

CALCUL DE LA RETRAITE

FORMULE DE CALCUL

$$\text{Nombre de points calculés à l'année} = \frac{\text{Tranches de salaire concernées} \times \text{taux contractuel de cotisation correspondant}}{\text{Salaire de référence}}$$

SALAIRE DE RÉFÉRENCE

Salaire de référence 1998	2,400 €	Salaire de référence 2013	4,172 €
Salaire de référence 1999	2,451 €	Salaire de référence 2014	4,415 €
Salaire de référence 2000	2,503 €	Salaire de référence 2015	4,616 €
Salaire de référence 2001	2,552 €	Salaire de référence 2016	4,766 €
Salaire de référence 2002	2,640 €	Salaire de référence 2017	4,904 €
Salaire de référence 2003	2,664 €	Salaire de référence 2018	4,943 €
Salaire de référence 2004	2,709 €	Salaire de référence 2019	4,958 €
Salaire de référence 2005	2,763 €	Salaire de référence 2020	5,008 €
Salaire de référence 2006	2,813 €	Salaire de référence 2021	5,028 €
Salaire de référence 2007	2,864 €	Salaire de référence 2022	5,083 €
Salaire de référence 2008	2,896 €	Salaire de référence 2023	5,3296 €
Salaire de référence 2009	3,126 €	Salaire de référence 2024	5,611 €
Salaire de référence 2010	3,345 €	Salaire de référence 2025	5,735 €
Salaire de référence 2011	3,617 €		
Salaire de référence 2012	3,904 €		

VALEUR DU POINT

Valeur du point au 01.01.97	2,341 F	Valeur du point au 01.01.08	0,43751 €
Valeur du point au 01.07.97	2,351 F	Valeur du point au 01.09.08	0,44101 €
Valeur du point au 01.01.98	2,363 F	Valeur du point au 01.04.09	0,44542 €
Valeur du point au 01.07.98	2,392 F	Valeur du point au 01.04.10	0,44943 €
Valeur du point au 01.01.99	2,412 F	Valeur du point au 01.04.11	0,45887 €
Valeur du point au 01.01.99	2,412 F	Valeur du point au 01.04.12	0,46851 €
Valeur du point au 01.07.99	2,446 F	Valeur du point au 01.04.13	0,47460 €
Valeur du point au 01.01.00	2,476 F	Valeur du point au 01.10.15	0,47507 €
Valeur du point au 01.07.00	2,486 F	Valeur du point au 01.10.17	0,47887 €
Valeur du point au 01.01.01	2,494 F	Valeur du point au 01.01.20	0,48031 €
Valeur du point au 01.07.01	2,566 F	Valeur du point au 01.01.20	0,48511 €
Valeur du point au 01.01.02	0,39736 €	Valeur du point au 01.01.21	0,48705 €
Valeur du point au 01.07.02	0,40021 €	Valeur du point au 01.01.22	0,49241 €
Valeur du point au 01.01.03	0,40208 €	Valeur du point au 01.07.22	0,51211 €
Valeur du point au 01.07.03	0,40307 €	Valeur du point au 01.01.23	0,51621 €
Valeur du point au 01.01.04	0,40939 €	Valeur du point au 01.01.24	0,54357 €
Valeur du point au 01.01.05	0,41758 €	Valeur du point au 01.01.25	0,55553 €
Valeur du point au 01.01.06	0,42510 €		
Valeur du point au 01.01.07	0,43275 €		

MONTANT DE LA PENSION

CALCUL DE LA PENSION

Le montant annuel de la pension vieillesse est proportionnel à la durée de services.

Ce montant est égal au produit du montant de la pension pour un trimestre de services et du nombre de trimestres de services effectués.

Depuis le **1^{er} janvier 2024**, la valeur pour un trimestre de services validés est de : **94,21 €** soit **11 305,20 €** par an pour les affiliés justifiant de **120** trimestres d'assurance.

Le service des pensions est suspendu pendant les périodes durant lesquelles le bénéficiaire reçoit un salaire soumis à cotisations au régime minier. Cette disposition n'est pas applicable à la période des **6** derniers mois de travail.

Article 143 - Décret n° 92 -1354 du 24 décembre 1992

SERVICE AU FOND

La pension est majorée de **0,15 %** pour chaque trimestre de travail accompli au fond.

Sont assimilées à des périodes de travail au fond :

- les périodes de pension d'invalidité générale ou de rente pour incapacité permanente de travail au moins égale à **2/3**, à condition d'avoir été occupé dans les travaux du fond jusqu'aux **3** derniers mois précédant l'interruption de travail suivie d'invalidité générale ou de l'accident de travail ou de la première constatation médicale de la maladie professionnelle ayant donné lieu à l'attribution de la pension d'invalidité générale ou de la rente pour incapacité permanente ;
- soit pour leur durée totale si l'affilié a accompli **20** ans au moins de services au fond ;
- soit pour une durée égale à la moitié ou à la totalité des services préalables au fond selon que l'affilié accompli moins de **10** ans ou de **10** à **19** ans de services au fond.

Lorsque l'affilié bénéficie d'un congé charbonnier de fin de carrière, à condition qu'il ait été occupé au fond jusqu'aux **3** derniers mois précédant ledit congé, cette période de congé est validée dans les mêmes conditions définies ci-dessus.

MAJORATION POUR ENFANTS NÉS OU ÉLEVÉS

Le titulaire de la pension, de l'un ou l'autre sexe, a droit à une majoration de **10 %**, s'il a eu ou élevé (à sa charge ou à celle de son conjoint) au moins **3** enfants pendant **9** ans avant leur **16^e** anniversaire.

CONJOINT À CHARGE

Les pensions peuvent être majorées d'une somme égale au taux de l'AVTS (Allocation aux Vieux Travailleurs Salariés) lorsque le conjoint à charge atteint l'âge de **65** ans (ou **60** ans en cas d'inaptitude) et n'est pas bénéficiaire d'un avantage au titre d'une législation de Sécurité sociale.

Le montant intégral de la majoration est égal à celui de l'allocation aux vieux travailleurs salariés, soit **3 936,90 €** au **1^{er} janvier 2024**, lorsque la durée d'assurance est de **60** trimestres au moins.

Si le nombre de trimestres est inférieur à **60**, le montant de la majoration est réduit par **60^e**, proportionnellement au nombre de trimestres pris en compte dans la pension.

Article 140 - Décret n° 92-1354 du 24 décembre 1992

ALLOCATION D'ATTENTE

Tout affilié au régime minier, âgé de moins de **50** ans et reconnu atteint, selon les conditions en vigueur, d'une incapacité permanente au moins égale à **30 %**, résultant de la pneumoconiose professionnelle, peut bénéficier, à sa demande, d'une allocation d'attente à condition de cesser toute activité professionnelle entraînant l'affiliation obligatoire au régime minier.

Cette allocation ne peut se cumuler avec une pension d'invalidité. Elle est, par contre, cumulable avec les prestations d'accidents du travail et de maladies professionnelles.

Cette allocation prend fin au plus tard, à l'âge de **50** ans. Elle est alors remplacée, soit par une pension de vieillesse, soit par une pension de veuve.

Le montant de l'allocation d'attente est égal à celui de la pension vieillesse correspondant à la durée de services accomplie par l'intéressé. Ce montant peut être, le cas échéant, majoré des avantages prévus.

L'allocation d'attente prend effet au premier jour du mois qui suit le dépôt de la demande.

Article 146 - Décret n° 92-1354 du 24 décembre 1992

ARTISANS - RÉGIME DE BASE

BÉNÉFICIAIRES DU RSI

RSI

Créé en 1948, le régime de retraite des artisans est géré par la caisse nationale qui assure la coordination et la compensation : la CANCAVA (Caisse Autonome Nationale de Compensation de l'Assurance Vieillesse Artisanale).

En 2006, un nouvel organisme, le RSI (régime social des travailleurs indépendants) est créé. Il est issu du rapprochement :

- des AVA pour la retraite des artisans ;
- de l'ORGANIC pour la retraite des commerçants ;
- de la CANAM pour l'assurance-maladie des non-salariés.

La mise en place du RSI a pour objectif la simplification de la protection sociale.

À compter de janvier 2020, la Sécurité sociale pour les indépendants est intégrée au sein du régime général de la Sécurité sociale.

Pour les cotisations l'artisan ou le commerçant continue à cotiser auprès de l'Urssaf de sa région.

Une seule adresse, selon la situation : **Artisans-commerçants** : secu-independants.fr/mes-cotisations - **Auto-entrepreneurs** : autoentrepreneur.urssaf.fr

Pour la retraite : à partir du 1^{er} janvier, l'interlocuteur pour la retraite devient la caisse d'Assurance retraite du lieu de résidence.

Pour plus d'informations sur l'Assurance Retraite : il faut s'inscrire sur le site lassuranceretraite.fr

BÉNÉFICIAIRES

Les professions artisanales regroupent les chefs d'entreprises individuelles, les gérants et associés non salariés des entreprises exploitées sous forme de société, immatriculées au répertoire des métiers ou susceptibles d'être assujetties à cette immatriculation, ainsi que toutes les personnes qui, lors de leur dernière activité professionnelle, dirigeaient en une de ces qualités une entreprise dont l'activité et la dimension auraient été de nature à provoquer cette immatriculation si celle-ci avait été obligatoire à l'époque où les intéressés ont exercé cette activité.

Article L. 622-3 du Code de la Sécurité sociale

Suite à la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996, deux décrets relatifs à la qualification professionnelle ont été publiés.

Certaines activités ne peuvent être exercées que par une personne qualifiée professionnellement ou sous contrôle effectif et permanent de celle-ci.

Lorsque le conjoint d'un chef d'entreprise a choisi le statut de conjoint collaborateur, il a l'obligation de cotiser aux régimes de retraite et d'invalidité décès du chef d'entreprise, lorsqu'il n'est pas affilié à titre personnel à un régime de retraite obligatoire.

AFFILIATION RSI

Sont affiliés à la Sécurité sociale pour les indépendants :

Artisans

Inscrits au répertoire des métiers dans les domaines de l'alimentation, du bois et de l'ameublement, du textile, du cuir, de l'habillement ou qui exercent une activité rattachée par décret aux professions artisanales.

Industriels et commerçants

Inscrits au registre du commerce ou assujettis comme commerçants à la taxe professionnelle ou exerçant une activité rattachée par décret aux professions industrielles et commerciales.

Associés ou dirigeants de société :

- associés uniques gérants de droit ou de fait d'EURL ;
- associés de sociétés en nom collectif ;
- gérants majoritaires de SARL (Société à Responsabilité Limitée), gérants appartenant à un collège de gérance majoritaire, associés exerçant une activité non salariée au sein de SARL ;
- membres des sociétés en participation ;
- associés commandités des sociétés en commandite simple ou par actions et associés commandités des sociétés d'exercice libéral en commandite par actions ;
- membres de sociétés de fait exerçant une activité artisanale, industrielle ou commerciale.

Professionnels libéraux

En cas d'exercice d'une profession libérale, le chef d'entreprise est affilié uniquement pour l'assurance maladie-maternité.

Les médecins et auxiliaires médicaux conventionnés ne relèvent pas de la Sécurité sociale pour les indépendants pour leur assurance maladie mais du régime des praticiens et auxiliaires médicaux conventionnés, géré par le régime général des salariés.

Les professionnels de santé relèvent de la Sécurité sociale pour les indépendants dans les cas suivants :

- sur option, les médecins conventionnés du secteur II et les pédicures-podologues conventionnés ;
- automatiquement, les médecins et auxiliaires médicaux non conventionnés ;
- au 1^{er} janvier 2019, les professions libérales non réglementées qui relèvent de la CIPAV pourront demander leur affiliation à l'ancien RSI, rebaptisé Sécurité sociale des indépendants (SSI) ;
- entre le 1^{er} janvier 2019 et le 1^{er} janvier 2023, les professionnels déjà affiliés à la CIPAV pourront demander leur rattachement à la SSI. Celui-ci sera alors définitif.

En cas d'exercice d'une profession libérale, le chef d'entreprise est affilié uniquement pour l'assurance maladie-maternité.